



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

Lettre n°120 du 17 décembre 2019

Macron agresse les travailleurs, le CAC40 exulte Pour nos droits, y aura pas de père Noël, après le 17, pas de trêve pour la lutte des classes

Et hop ! Plus fort que le 5 ! La journée de 17, quels que soient les chiffres annoncés par le ministère de l'intérieur, est un nouveau pas vers la généralisation de la grève, la prise de conscience par l'ensemble du monde du travail que le moment est venu de faire plier la clique Macron, Philippe, Blanquer and co. L'immense majorité de la population soutient le mouvement.

Cette journée est l'expression d'un long mûrissement au sein du monde du travail, des équipes militantes, de celles et ceux qui ont commencé à prendre le mouvement en main, tiennent des AG, s'organisent, discutent avec les collègues, font, au quotidien de la politique, c'est-à-dire discutent de la défense de leurs propres intérêts collectifs.

Durant des heures et des heures, ministres et chefs politiques principalement de droite ou d'extrême droite se disputent les plateaux télévisés avec les experts et autres éditorialistes et discutent de comment défendre au mieux les intérêts de la bourgeoisie au plus grand mépris du reste de la société. Les grévistes, eux, les militants syndicalistes, les militants politiques engagés dans la lutte, les travailleurs discutent de comment défendre leurs propres intérêts de classe.

L'arrogance des premiers est un puissant accélérateur des prises de conscience des seconds. La politisation s'empare du plus grand nombre.

La démission de Delevoye est, de fait, une victoire morale, politique, un encouragement pour les suites. Cet « *homme de bonne foi* » avait reçu le soutien de Macron qui aurait voulu éviter d'être contraint à ce geste de recul, « *à regret* », qu'est le limogeage de l'homme orchestre de sa réforme. Il n'avait pas d'autre choix, vraiment à regret, que de sacrifier à l'opinion, aux grévistes qu'il méprisait, un fidèle serviteur des classes dirigeantes. D'autant qu'il était au courant de « *l'erreur regrettable* »... Il partage avec lui cette bonne foi des menteurs de la haute tout convaincus qu'ils sont que tout leur est permis puisqu'ils sont de dévoués serviteurs du capital !

Et surtout ce recul en annonce d'autres plus significatifs. La coupe déborde, le monde du travail y voit de plus en plus clair. Il rassemble ses forces pour ses droits et la dignité.

Les provocations du pouvoir ou la propagande du mensonge

« *L'ambition portée par ce gouvernement est une ambition de justice sociale [...] Et surtout la seule chose qui compte, c'est la justice.* » ne cesse de répéter Édouard Philippe et avec lui les bons petits soldats de LREM, du moins celles et ceux qui font encore le service après vente.

Justice sociale, quelle imposture alors qu'il nous démontre lui-même que toute sa politique vise à tirer vers le bas l'ensemble des retraites et faire travailler plus longtemps ! A l'heure actuelle, le gouvernement n'a toujours pas été en mesure de mettre en place un simulateur qui permette à chacun de connaître les implications de la réforme alors qu'il dénonce sans cesse ceux mis en place par les syndicats. Rien avant mercredi, peut-être... Chaque jour, se révèle un nouveau piège, un nouveau mensonge...

Comment accorder le moindre crédit à Blanquer quand il déclare : « *Les retraites des enseignants resteront de qualité. Pour y parvenir, nous améliorerons les rémunérations* ». Le point d'indice de la fonction publique définissant le salaire des enseignants est bloqué depuis 9 ans ! Darmanin avait évoqué le problème en annonçant un coût de 400 millions d'euros. Il est évident maintenant que pour éviter des baisses de pensions, il faudrait autour 12 milliards d'euros de masse salariale en plus. Blanquer a fini par parler de 10 milliards sur dix ans ! Il lui a fallu 18 mois pour découvrir le problème ! Qui peut lui faire confiance ?

La politique dite de concertation de Macron visait à d'étouffer la contestation en divisant les salariés, en tentant de cibler sur les régimes spéciaux, en créant le flou et la confusion. Sa politique de fake news se retourne maintenant contre lui. Plus personne dans ce pays ne lui fait

confiance. Il n'a le soutien que du Medef, et encore, et des catégories sociales les plus réactionnaires.

Le CAC40 exulte en attendant... le krach

Alors que les commentateurs dénoncent les prétdendus méfaits économiques de la grève, la Bourse de Paris nage en pleine euphorie. Le CAC 40 vient de franchir la barre des 6 000 points, hier. La dernière fois qu'il a dépassé ce niveau record, c'était à la veille de la crise des subprimes, entre mai et juillet 2007.

Le phénomène est mondial. 2019 devrait s'inscrire comme la meilleure ou plutôt la plus folle année boursière depuis 20 ans. Le CAC 40 a engrangé plus de 26 % de hausse depuis janvier. Cette folle euphorie spéculative n'a aucun rapport avec la santé de l'économie réelle qui stagne voire recule. C'est bien là le problème des États et des banques centrales, éviter l'effondrement, le krach financier annoncé, donner confiance aux financiers et boursicoteurs en montrant leur capacité à tirer toujours plus de profits des classes exploitées. C'est bien dans cette politique de récession sociale que s'inscrit la réforme des retraites, baisser les pensions, ouvrir aux fonds de pensions de nouvelles sources de profits malgré la stagnation de l'économie. Et c'est bien à cette politique de destruction sociale qu'il faut mettre fin.

Pas de trêve ! « *Pas de retrait, pas de train* »

Le gouvernement déstabilisé par l'affaire Delevoye cherche à reprendre la main en tentant de relancer le dialogue avec les syndicats reçus mercredi puis jeudi et en mobilisant tous ses serviteurs, avec l'appui de Marine Le Pen, pour mener campagne contre la grève au nom de la défense de Noël, pris de compassion pour ce bon peuple que de méchants grévistes priveraient du bonheur des fêtes. Il se fiche du monde. La réponse ne dépend que de lui.

Les cheminots ont raison de tenir bon, pas de « *trêve* » pour les fêtes de fin d'année. « *Si le gouvernement veut que le conflit cesse avant les fêtes, il a toute la semaine prochaine pour prendre la décision de bon sens qui s'impose : le retrait de la réforme par points* » comme l'a déclaré Laurent Brun, secrétaire général de la CGT-Cheminots.

Laurent Berger a, par contre, trouvé là une nouvelle occasion de rappeler qu'il souhaitait reprendre les négociations au plus vite en demandant une trêve pour Noël.

Le gouvernement souhaiterait sans aucun doute lui faire jouer un jeu pervers. Il espère que Berger, après avoir répondu au mécontentement de sa base tout en défendant ses intérêts d'appareils par son refus de l'âge pivot à 64 ans, pourrait être retourné contre le mouvement au prix de concessions minimes. Ceci dit, des manœuvres au sommet à la vraie vie de la lutte, il y a un fossé qui s'approfondit jour après jour entre le monde du travail et le pouvoir. Le bras de fer est engagé, il sera bien difficile de s'en dégager.

Ce n'était qu'un début, enracer le mouvement, s'organiser démocratiquement

Les pressions, le chantage, les manœuvres ne suffiront pas à venir à bout de la détermination des grévistes d'autant que le mouvement pourrait bien s'amplifier malgré les fêtes. Lundi les routiers sont entrés dans la danse sur leurs propres revendications, un 13^{ème} mois, une revalorisation des salaires, un permis professionnel et le maintien du Congé de fin d'activité (CFA) qui permet aux routiers de partir à 57 ans et est remis en cause par la réforme des retraites. Dans les hôpitaux, la contestation se radicalise à tous les niveaux. Le privé n'est pas à l'écart.

Dans les jours qui viennent, la grève va se poursuivre là où c'est possible, la solidarité avec les cheminots, les travailleurs de la RATP et celles et ceux qui continuent la grève pendant les fêtes va s'organiser. Nombreux sont ceux qui auront à cœur de populariser, expliquer les revendications et surtout de discuter des enjeux de la lutte, imposer un recul au gouvernement pour commencer à changer le rapport de force.

Ce sont les salaires et les retraites qui doivent être à la hausse, pas les profits du CAC40 qui, demain, partiront en fumée ! Oui, nos vies valent mieux que leur profit !

L'étape suivante, c'est que le mouvement reprennent à son compte, sur des bases de classe, loin des confusions populistes dont Marine Le Pen cherche à profiter, la contestation globale, anticapitaliste du système qu'avaient portée les gilets jaunes. Généraliser la grève, c'est généraliser la conscience que les travailleurs ont à prendre le mal à la racine, remettre en cause le pouvoir capitaliste, conquérir la démocratie en s'organisant pour nous défendre aujourd'hui et transformer la société demain, les différentes étapes d'un même combat pour changer le monde.